

L'Année PhiLanthropique

The PhiLanthropic Year

Volume 4 | Automne / Fall 2022



PhiLab

Coordonnées | Contact

philab@uqam.ca
 www.philab.uqam.ca
 514-987-3000 #8576

Directeurs de publication**Publication Directors**

Jean-Marc Fontan & Peter R. Elson

Rédacteurs en chef | Editors in Chief

Jean-Marc Fontan & Peter R. Elson

Coordination de la rédaction**Edition Coordination**

Katherine Mac Donald

Contributeurs | Contributors

Alana Javanainen
 Alexandra Williamson
 April Lindgren
 Daniel H. Lanteigne
 David Grant-Poitras
 Emily Doyle
 François Brouard
 Gerlinde Scholz
 Helen Knight
 Jacques Bordeleau
 Jean Claude Kouadio
 Jean-Marc Fontan
 John Saunders
 Juniper Glass
 Manuel Litalien
 Marc Pilon
 Nancy Pole
 Neemarie Alam
 Peter R. Elson
 Phil
 Rosie Funder
 Sacha-Emmanuel Mossu
 Saouré Kouamé
 Sylvain A. Lefèvre

Conception graphique | Graphic Design

Sare Nalbantoğlu Aslankılıç

Traduction | Translation

Sirois Translation

Prochaine publication | Next Publication

Printemps 2024 / Spring 2024

À propos du PhiLab | About PhiLab

Le **Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie** (PhiLab), anciennement Laboratoire montréalais de recherche sur la philanthropie canadienne, a été pensé en 2014 dans le cadre de la conception de la demande de financement du projet développement de partenariat CRSH intitulé « Innovation sociale, changement sociétal et Fondations subventionnaires canadiennes ». Ce financement a été reconduit en 2018 sous le nom d'« Évaluation du rôle et des actions de fondations subventionnaires canadiennes en réponse à l'enjeu des inégalités sociales et des défis environnementaux ». Depuis ses débuts, le Réseau constitue un lieu de recherche, de partage d'information et de mobilisation des connaissances des fondations canadiennes. Des recherches conduites en partenariat permettent la coproduction de nouvelles connaissances dédiées à une diversité d'acteurs : des représentants gouvernementaux, des chercheurs universitaires, des représentants du secteur philanthropique et leurs organisations affiliées ou des partenaires.

Le Réseau regroupe des chercheurs, des décideurs et des membres de la communauté philanthropique à travers le monde afin de partager des informations, des ressources et des idées.

The **Canadian network of partnership-oriented research on philanthropy** (PhiLab), previously called the Montreal Research Laboratory on Canadian philanthropy, was thought up in 2014 as part of the conception of a funding request by the NRCC partnership development project called “Social innovation, social change, and Canadian Grantmaking Foundations”. From its beginning, the Network was a place for research, information exchange and mobilization of Canadian foundations’ knowledge. Research conducted in partnership allows for the co-production of new knowledge dedicated to a diversity of actors: government representatives, university researchers, representatives of the philanthropic sector and their affiliate organizations or partners.

The Network brings together researchers, decision-makers and members of the philanthropic community from around the world in order to share information, resources, and ideas.



Social Sciences and Humanities
 Research Council of Canada

Conseil de recherches en
 sciences humaines du Canada

Canada

COMPTES-RENDUS DE LECTURE | BOOK REVIEWS

Artiste | Artist: Mélika



Quel rôle pour l'ouverture et la transparence dans la transition vers un modèle philanthropique plus collaboratif?

What role do openness and transparency play in the transition towards a more collaborative philanthropic model?

COMPTES-RENDUS DE LECTURE | BOOK REVIEWS

« La philanthropie peut-elle changer le capitalisme ? Ou l'inverse ? Ou les deux ? » de Marc Lévy

Par **Sacha-Emmanuel Mossu**, *doctorant en philosophie à l'Université Laval*



Sacha-Emmanuel Mossu est doctorant en philosophie à l'Université Laval. Après avoir fait un mémoire de maîtrise sur le thème de la philanthropie en démocratie, il débute une thèse de doctorat sur les justifications normatives apportées aux subventions fiscales offertes pour les dons de bienfaisance. En plus d'être un membre étudiant du Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie (PhiLab), il s'implique également au sein du [Groupe de recherche interuniversitaire sur la normativité \(GRIN\)](#) ainsi qu'à l'[Institut d'éthique appliquée de l'Université Laval \(IDÉA\)](#).

Déjà dans le titre relativement long de son livre, Marc Lévy annonce une réflexion pragmatique et prudente sur le rapport entre « philanthropie et capitalisme ». Il adopte une définition relativement restreinte de la philanthropie, laquelle met l'emphase sur les grandes fondations d'entreprise, la philanthropie de risque, les entreprises à mission, les investissements responsables et l'entrepreneuriat social, laissant dans l'ombre des phénomènes comme la philanthropie de masse, les grandes collectes de dons décentralisées et le bénévolat. En limitant l'analyse à cette composante corporative et élitare de la philanthropie, son objectif

est de remettre en question la validité de la thèse de Milton Friedman voulant que la responsabilité première des entreprises privées se limite à maximiser ses profits. À rebours de cette thèse, l'auteur interroge la possibilité d'un engagement actif des compagnies privées dans les problématiques sociales et environnementales, que ce soit en redistribuant une part de leurs surplus ou par la production et la distribution de biens et de services essentiels. Loin de militer en faveur d'un dépassement du capitalisme, cet ouvrage s'inscrit dans le courant de la responsabilité sociale des entreprises afin d'explorer les possibilités d'un engagement accru de la philanthropie afin d'atténuer les effets non désirés du capitalisme.

Pour un capitalisme au service de l'intérêt général

Ses propos se situent sur deux fronts. D'une part, il se questionne sur la possibilité de faire converger la logique de la rentabilité du monde des affaires avec celle de la solidarité des milieux sociaux. L'idée est de générer un « capitalisme solidaire ». Pour l'auteur, l'imbrication d'objectifs sociaux à des objectifs économique permettrait la production de situations « gagnant-gagnant » où le succès entrepreneurial

permettrait d'atteindre le bien commun. Dans cette optique, la philanthropie agirait comme un « remède » aux problèmes criants du capitalisme, en favorisant un régime de croissance basé sur le partage, la transition écologique et la gouvernance démocratique. Elle serait un outil pour intégrer les externalités négatives et externaliser des internalités positives, dirigeant ainsi le monde des affaires vers des projets et des solutions qui favoriseraient l'intérêt général.

D'un autre côté, s'inscrivant dans la même veine que le livre *Philanthrocapitalism : How the Rich Can Save the World* de Matthew Bishop et Michael Green (2008), l'auteur voit positivement la transposition des logiques managériales et marchandes présentes dans l'entreprise vers le secteur à but non lucratif. Cela permettrait, selon lui, d'accroître l'efficacité des secteurs sociaux de manière à agir sur des enjeux sociétaux sans devoir recourir à l'intervention gouvernementale. L'idée générale veut que la société profite de meilleurs résultats sociaux grâce à une « financiarisation » des politiques publiques et une substitution partielle de l'administration publique par le monde des affaires dans certains champs de compétences qui lui sont traditionnellement réservés. L'intégration du risque au sein des pratiques philanthropiques justifierait ainsi, sous couvert d'efficacité, les importants pouvoirs conférés aux « Bills Gates » de ce monde.

S'il est bien conscient du risque qu'un « capitalisme philanthropique » ne fasse que reproduire, voire exacerber les inégalités socio-économiques entre les citoyen-ne-s des différentes classes sociales, l'auteur reste toutefois optimiste. Pour lui, une économie de marché véritablement guidée par la poursuite du bien commun favoriserait la constitution d'une « démocratie d'exercice » (p. 47) à même la société civile, tout en favorisant le dynamisme du secteur communautaire et le développement de projets sociaux innovateurs.

Les grandes fondations et les bonnes entreprises

Même s'il s'inspire d'exemples et d'expériences provenant d'un peu partout dans le monde, l'auteur accorde une attention particulière à l'écosystème philanthropique français. Trois cas d'études sont au centre de son propos, soit la Fondation Daniel et Nina Carasso et les entreprises Danone et Total Energie.

En ce qui concerne la fondation familiale créée à partir d'un important héritage, Levy voit d'un bon d'œil son « mécénat stratégique au service de

l'impact » (p. 105) cherchant des solutions en faveur de l'alimentation durable à travers le monde. Selon lui, elle représente l'idéal type d'une « bonne fondation » car elle vise une cohérence entre ses objectifs et ses interventions : dans la recherche académique, dans l'expérimentation sociale et dans la publicisation de ses résultats pour influencer les politiques publiques. Il se réjouit d'ailleurs du fait que sa fondatrice, dans l'optique de « ne pas imposer [une] charge aux générations futures » (p. 100), ne compte pas opérer son organisation à perpétuité.



S'il est bien conscient du risque qu'un « capitalisme philanthropique » ne fasse que reproduire, voire exacerber les inégalités socio-économiques entre les citoyen-ne-s des différentes classes sociales, l'auteur reste toutefois optimiste.



Pour ce qui est des deux entreprises qui tentent de faire du « bien » en faisant du profit, l'auteur est optimiste quant à la valeur sociale de leurs contributions à l'intérêt général. Pour lui, ces compagnies jouent un rôle dans la résolution de problèmes d'envergure ainsi que dans la production et la distribution de biens et services de base à l'intention de populations défavorisées. Ce qui l'inquiète n'est pas tant la capacité de ces entreprises d'être efficaces en faisant du social business, mais plutôt leur capacité à devenir profitables en faisant le « bien ». Par exemple, si des projets à visée sociale – comme la production de yogourt à faible prix au Bangladesh par Danone, ou encore la fabrication de lampes solaires par Total pour électrifier des zones

rurales du Cambodge – apparaissent comme des projets novateurs pour l’auteur, il craint que ceux-ci ne soient jamais véritablement rentables financièrement.

Cela l’amène à penser qu’un capitalisme solidaire ne peut émerger qu’à condition d’une « hybridation » entre des projets non lucratifs et des projets entrepreneuriaux en quête de profit. Les dons privés serviraient à assurer la pérennité des projets non viables financièrement, pendant que le monde des affaires contribuerait à un renouvellement des pratiques philanthropiques vers un « régime de croissance inclusif » (p. 195). En parallèle, l’État devrait adopter une posture clémente à l’égard des différents acteurs privés prenant part à ce capitalisme solidaire. D’une part, en étendant aux bonnes entreprises les régimes de subventions fiscales déjà offertes pour les dons individuels et aux organisations caritatives, et, d’autre part, en réduisant les contraintes légales pour les aider à s’adapter aux contingences du marché et accroître leur liberté d’action sur la scène providentielle. Ce ne serait donc pas aux gouvernements de dicter les règles de conduite, mais aux fondations et entreprises de déterminer elles-mêmes les critères d’évaluation des résultats sociaux qu’elles produisent dans le cadre de leurs activités philanthropiques et économiques.

La face sombre du capitalisme solidaire

La grande faiblesse de cet ouvrage est sans doute d’avoir tourné le dos à une véritable analyse critique de la relation entre « capitalisme et philanthropie ». Les considérations soulevées, quoiqu’intéressantes, ne permettent pas une véritable réflexion de fond et n’offrent pas de réponses aux enjeux normatifs qui surgissent en imbriquant logique de marché à raison d’être de la philanthropie. Sans discréditer d’entrée de jeu les quelques cas particuliers de compagnies ou de fondations qui se démarquent sur le plan éthique par les bonnes pratiques qu’elles mettent en scène, on ne doit pas pour autant faire l’économie d’une analyse des conséquences globales et systémiques du projet sociopolitique que porte le philanthrocapitalisme à la Lévy. Il existe beaucoup de travaux critiques à l’égard de ce modèle et ne pas en tenir compte relèverait de l’aveuglement intellectuel.

Par exemple, l’auteur affirme que nous aurions avantage à accorder plus d’espace aux entreprises privées dans le domaine public et les milieux sociaux. Cela aurait pour effet de multiplier le nombre d’acteurs qui travailleraient à l’intérêt général, ce qui

résulterait, selon Lévy, en une démocratisation des actions providentielles. Or, à aucun moment l’auteur ne considère la possibilité que cela conduise à une capture du bien commun par une élite technocratique et à la subordination des projets sociaux aux exigences de l’économie marchande. La concentration du pouvoir entre les mains des détenteurs et détentrices de grands capitaux représente en soi un véritable risque de distorsion démocratique. Si la société civile est bel et bien un lieu de collaboration et d’entraide, l’auteur oublie qu’elle est également un lieu de lutte où plusieurs visions du monde social s’affrontent et où les différentes parties prenantes ne partagent pas toujours la même conception du bien commun. L’intérêt général étant un concept contesté, des conflits peuvent facilement émerger tant dans les objectifs à atteindre que dans les moyens pour les réaliser. D’ailleurs, peut-être que des problèmes globaux comme les changements climatiques ou la faim dans le monde sont si importants qu’ils ne peuvent pas simplement être laissés entre les mains d’acteurs privés peu transparents qui ne doivent rendre des comptes à personne ? Si comme le veut Lévy, il faut dépasser « la solidarité d’État qui sape les solidarités locales dans la société civile » (p. 191), on explique mal comment des entreprises sur lesquelles les citoyens n’ont aucun contrôle peuvent véritablement mener à une « démocratisation » du monde social.



La grande faiblesse de cet ouvrage est sans doute d’avoir tourné le dos à une véritable analyse critique de la relation entre « capitalisme et philanthropie ».



De plus, l’auteur fait l’économie d’une réflexion sur les nouvelles relations de domination que rend possible le capitalisme solidaire. Comment s’assurer que les

communautés qui bénéficient de l'aide privée ne se retrouvent pas sous l'emprise des grandes entreprises et soient contraintes de se plier à leurs exigences sous menace d'un retrait des transferts d'argent ou de ressources ? Comment gérer les potentiels conflits d'intérêts ou de valeurs entre les philanthropes et les donataires ? Est-ce qu'une marchandisation des biens et des services essentiels ne représente pas une menace pour l'intégrité et la dignité des personnes précarisées ? Sur ces questions fondamentales, l'auteur demeure silencieux quant à la place des bénéficiaires dans cette réforme inclusive et démocratique de la croissance économique. On regrette ainsi que l'ouvrage n'accorde pas plus d'importance aux modalités de la participation citoyenne dans la configuration sociétale proposée.



Si la société civile est bel et bien un lieu de collaboration et d'entraide, l'auteur oublie qu'elle est également un lieu de lutte où plusieurs visions du monde social s'affrontent et où les différentes parties prenantes ne partagent pas toujours la même conception du bien commun.



Finalement, mis à part quelques remarques ponctuelles, Levy se questionne peu quant à la possibilité que la philanthropie soit réduite à un simple outil au service des mieux nantis et des grandes entreprises pour sécuriser, voire renforcer leur assise dans l'économie capitaliste. Et si les dons et les projets d'intérêt général n'étaient qu'un écran de fumée qui ferait diversion afin d'améliorer l'image et accroître la légitimité des

entreprises auprès de l'opinion publique ? En quoi « faire le bien mais en faisant du business » (p. 116) n'est pas qu'une tactique pour répondre à une pénurie de main-d'œuvre due à une crise du sens du travail produit par le libéralisme économique, qui finalement ne fait que corriger les symptômes et non les causes structurelles des problèmes économiques ? Dans quelle mesure l'intérêt pour le social relève d'une posture désintéressée véritablement soucieuse du bien commun et non d'un stratagème intéressé pour conquérir de nouveaux marchés ou, pire encore, pour convaincre l'État de ne pas user de ses pouvoirs en matière de régulation et d'imposition ?

Bref, nous pouvons dire que malgré certaines remarques intéressantes et une ambitieuse question de départ, ce livre est peu convaincant face aux promesses d'un « capitalisme humanisé » par la redéfinition du rôle des grandes fondations et des grandes firmes eu égard à la promotion et à la défense de l'intérêt général.



L'Année PhiLanthropique

The PhiLanthropic Year



PhiLab

Réseau canadien de recherche
partenariale sur la philanthropie

Canadian Philanthropy Partnership
Research Network



Université du Québec à Montréal
Pavillon Saint-Denis (AB), 10^e étage.
1290, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2X 3J7

Téléphone : 514-987-3000 #8576
Courriel : philab@uqam.ca

www.philab.uqam.ca